



CAMEROUN

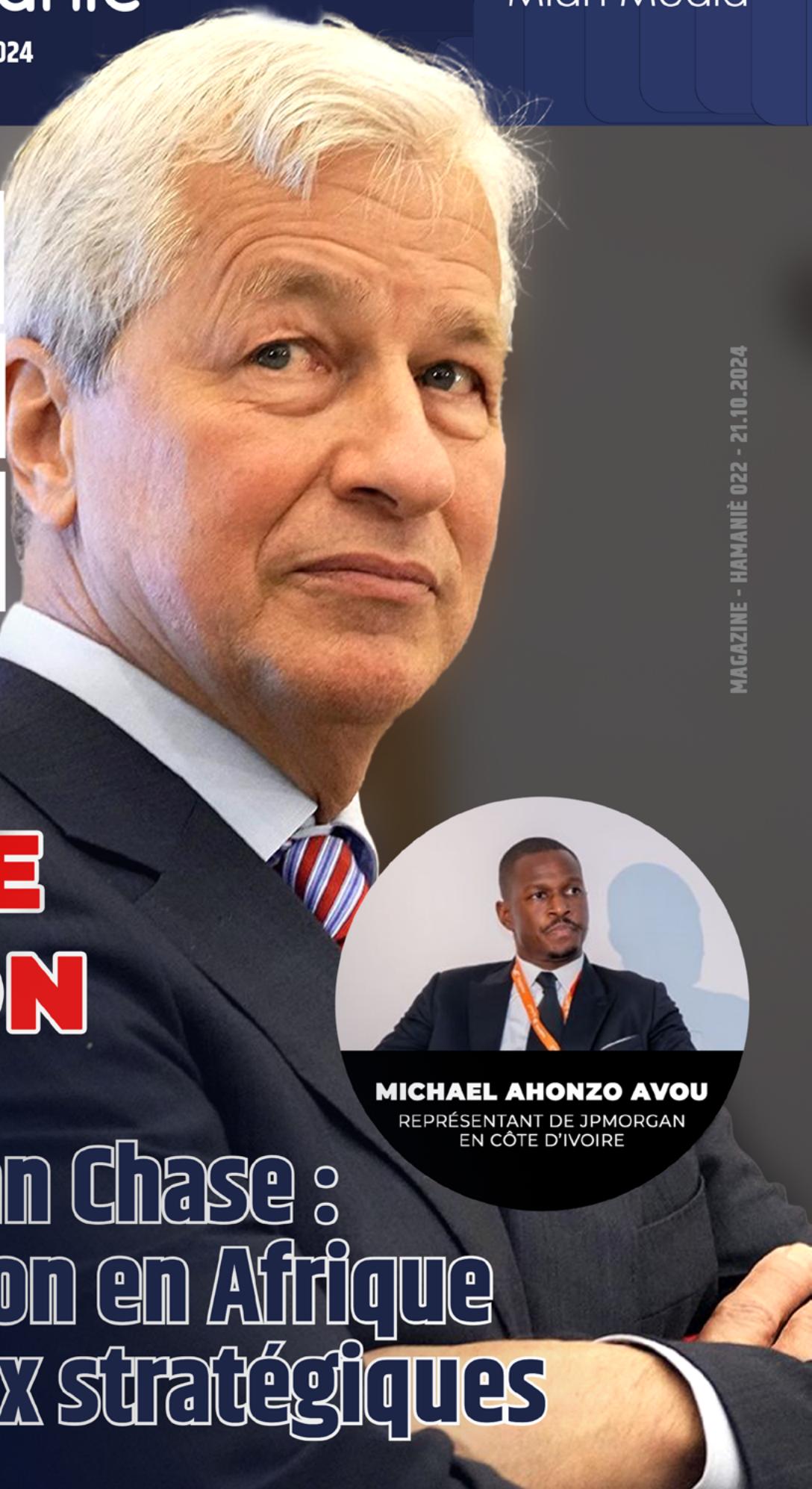
Paul Biya et le flou autour de sa santé : une source d'inquiétude pour le Cameroun

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement dissout la FESCI et toutes les organisations syndicales étudiantes, 17 étudiants déférés au parquet d'Abidjan

NIGERIA

Un camion-citerne explode et tue 94 personnes qui tentaient de récupérer du carburant



JAMIE DIMON



JPMorgan Chase : Expansion en Afrique et enjeux stratégiques

MICHAEL AHONZO AVOU

REPRÉSENTANT DE JPMORGAN
EN CÔTE D'IVOIRE

SOMMAIRE

NOS ARTICLES

3 - 20

PAUL BIYA ET LE FLOU AUTOUR DE SA SANTÉ : UNE SOURCE D'INQUIÉTUDE POUR LE CAMEROUN

3 - 4

CONGO-BRAZZAVILLE : SASSOU NGUESSO PRIVE SES MINISTRES DE VOYAGES À L'ÉTRANGER JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE, UNE MESURE POUR RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT

5

RDC : LA CPI ANNONCE LA RÉACTIVATION DES ENQUÊTES SUR LES CRIMES DE GUERRE AU NORD-KIVU ET À L'EST DU PAYS

6

JPMORGAN CHASE : EXPANSION EN AFRIQUE ET ENJEUX STRATÉGIQUES SOUS-JACENTS

7 - 9

SAILEPU MONTET PREND LA TÊTE DE JPMORGAN AU KENYA : UN LEADER STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LA PRÉSENCE DE LA BANQUE EN AFRIQUE DE L'EST

10 - 12

MICHAEL AHONZO AVOU : UN LEADER CHEVRONNÉ À LA TÊTE DE LA PRÉSENTATION DE JPMORGAN EN CÔTE D'IVOIRE

13 - 15

18 OCTOBRE 1905 - 18 OCTOBRE 2024 : FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, UN HÉRITAGE TOUJOURS PRÉSENT

16 - 17

CÔTE D'IVOIRE : LE GOUVERNEMENT DISSOUT LA FESCI ET TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES ÉTUDIANTES, 17 ÉTUDIANTS DÉFÉRÉS AU PARQUET D'ABIDJAN

18 - 19

NIGERIA : UN CAMION-CITERNE EXPLOSE ET TUE 94 PERSONNES QUI TENTAIENT DE RÉCUPÉRER DU CARBURANT

20

BRÈVES

21



**Paul Biya et le flou autour de sa santé
une source d'inquiétude pour le Cameroun**



PAUL BIYA ET LE FLOU AUTOUR DE SA SANTÉ : UNE SOURCE D'INQUIÉTUDE POUR LE CAMEROUN

L'absence du président Paul Biya à une réunion cruciale concernant le budget de l'État pour 2025, tenue le 13 octobre à Yaoundé, a ravivé les spéculations et les inquiétudes quant à sa santé et à la stabilité politique du Cameroun. Le site d'actualité de la diaspora camerounaise Camer.be a fait écho aux préoccupations croissantes dans le pays, amplifiées par le silence prolongé et les annulations répétées de rendez-vous diplomatiques du président.

Des absences qui suscitent des interrogations

Depuis son apparition au Forum sur la coopération sino-africaine le 8 septembre 2024, Paul Biya, âgé de 91 ans, a délaissé plusieurs événements diplomatiques majeurs, notamment l'Assemblée générale des Nations unies en septembre et le forum de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) le 4 octobre à Paris. Ce qui aurait dû être des occasions de représentation du Cameroun sur la scène internationale s'est traduit par des absences notables qui ont renforcé les doutes sur sa capacité à diriger le pays.

En particulier, son absence lors de la réunion budgétaire du 13 octobre a exacerbé l'inquiétude. Le budget de 2025 est un enjeu majeur pour l'avenir économique du Cameroun, et l'absence du président pour cette rencontre a été perçue comme un signe de fragilité au sommet de l'État.

Un leader au pouvoir depuis 42 ans : une longévité politique sous tension

Paul Biya dirige le Cameroun depuis 1982, faisant de lui l'un des chefs d'État les plus anciens au pouvoir dans le monde. Toutefois, ces dernières an-

nées, sa longévité politique a été assombrie par des interrogations sur sa santé et son aptitude à gouverner. Le président, souvent décrit comme l'un des leaders les plus distants de la scène africaine, a maintenu une approche discrète du pouvoir, déléguant souvent ses responsabilités à ses proches collaborateurs et ministres.

Cette gestion en retrait a été tolérée par une grande partie de l'élite politique camerounaise. Cependant, la fréquence accrue de ses absences lors de réunions stratégiques laisse entrevoir des scénarios potentiels de transition, auxquels ni le gouvernement ni la population ne semblent tout à fait préparés.

Les perspectives pour le Cameroun

L'avenir politique du Cameroun semble de plus en plus incertain. Si le président Biya venait à se retirer du pouvoir, plusieurs scénarios pourraient se dessiner, notamment une transition vers une nouvelle figure du régime actuel ou une réorganisation politique plus large. Certains experts mettent en avant l'hypothèse d'une montée en puissance de Ferdinand Ngoh Ngoh, Secrétaire général à la présidence de la République et un proche collaborateur de Paul Biya, comme possible successeur, même si le président a toujours pris soin de maintenir un flou sur le sujet.

Cependant, la situation reste délicate. Le Cameroun fait face à des défis de taille, notamment les tensions séparatistes dans les régions anglophones, des crises économiques exacerbées par les baisses de revenus pétroliers, et des demandes croissantes de réformes démocratiques.

Quoi qu'il advienne, le Cameroun devra naviguer prudemment pour assurer une transition pacifique et maintenir la stabilité dans cette période charnière de son histoire.



Photo : Information TV5Monde



SASSOU NGUESSO PRIVE SES MINISTRES DE VOYAGES À L'ÉTRANGER JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE, UNE MESURE POUR RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT

Au Congo-Brazzaville, tous les ministres sont interdits de voyages à l'étranger jusqu'à la fin de l'année 2024. Cette décision a été rendue publique par une circulaire signée par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, sur instruction du chef de l'État, Denis Sassou Nguesso.

Cette mesure s'applique également aux hauts fonctionnaires et aux autres agents de l'État. Toutefois, comme dans toute règle, il existe une exception : les missions impliquant le Président de la République ne sont pas concernées par cette interdiction.

Selon une source gouvernementale, cette décision, pour le moins inédite, vise à réduire le train de vie de l'État, qui fait face à d'importantes tensions de trésorerie. D'après cette source, plusieurs secteurs de l'économie congolaise sont actuellement en dif-

ficulté.

Cette crise financière se fait sentir aussi bien à Brazzaville qu'à l'intérieur du pays. De nombreuses structures sont en grève pour réclamer des arriérés de salaires. C'est notamment le cas de l'université publique et du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO). Ces dernières années, le budget de l'État a été réduit, passant de plus de 6 milliards d'euros en 2020 à 4 milliards cette année.

Malgré les ressources pétrolières du pays, plus de la moitié des Brazzavillois, estimés à plus de 5 millions, vivent sous le seuil de pauvreté, selon les estimations de la Banque mondiale.



LA CPI ANNONCE LA RÉACTIVATION DES ENQUÊTES SUR LES CRIMES DE GUERRE AU NORD-KIVU ET À L'EST DU PAYS

La Cour pénale internationale (CPI) n'en a pas fini avec les enquêtes sur les crimes de guerre en République Démocratique du Congo (RDC). Dans un communiqué publié ce lundi 14 octobre 2024, le procureur de cette Cour internationale de justice, Karim Khan, a annoncé la « réactivation » de ses enquêtes dans ce pays en proie à des conflits armés depuis plusieurs décennies.

Selon des sources fiables, cette décision fait suite à une visite du vice-ministre congolais de la Justice, Samuel Mbemba Kabuya, à La Haye la semaine dernière.

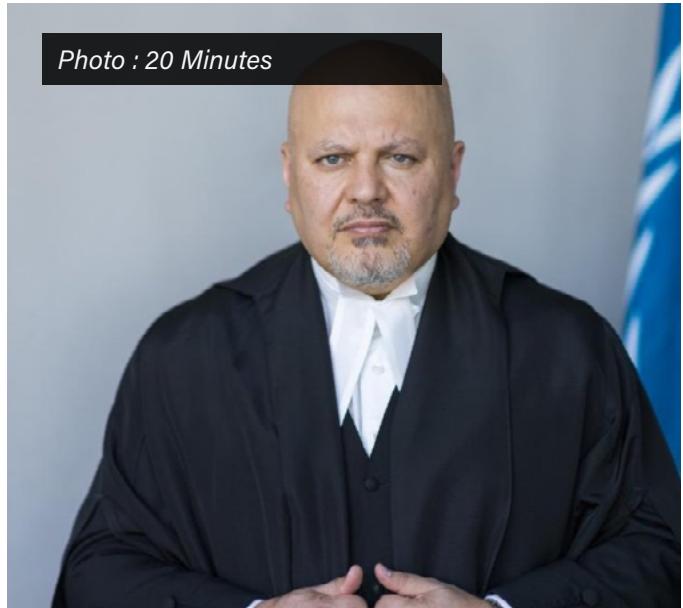
Ces nouvelles enquêtes, d'après le procureur Karim Khan, porteront sur les crimes de guerre commis depuis janvier 2022 dans la province du Nord-Kivu, à l'est du territoire congolais. Le communiqué précise que tous les auteurs présumés de ces crimes seront concernés.

Le procureur a indiqué que deux approches guideront ces investigations : d'une part, la conduite des enquêtes proprement dites, et d'autre part, un soutien à la justice congolaise. Il a d'ailleurs salué la création d'un comité de pilotage chargé de la mise en place d'une Cour pénale spéciale pour la RDC.

Il est à noter que le procureur Karim Khan a placé au centre de sa stratégie une politique de soutien aux États afin qu'ils puissent, dans la mesure du possible, rendre justice sur leur propre sol.

Dans ce cadre, en RDC, un mémorandum a été signé avec le gouvernement en juin 2023, un mois après que les autorités de Kinshasa ont demandé à la CPI de relancer ses enquêtes sur le territoire

Photo : 20 Minutes



congolais.

Dans son communiqué, Karim Khan souligne également que les récents épisodes de violences au Nord-Kivu sont « liés à des schémas récurrents de violence et d'hostilités qui sévissent dans la région » depuis plus de 20 ans.

Depuis 2004, sept responsables congolais ont déjà fait l'objet de mandats d'arrêt de la CPI, et cinq d'entre eux ont été jugés dans le cadre des investigations sur les crimes commis dans le pays. Parmi eux, on compte notamment Jean-Pierre Bemba, Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda.



JPMorgan Chase : Expansion en Afrique et enjeux stratégiques sous-jacents

Photo : Jeune Afrique

**Économie** 

JPMORGAN CHASE : EXPANSION EN AFRIQUE ET ENJEUX STRATÉGIQUES SOUS-JACENTS

JPMorgan Chase, le plus grand prêteur américain, a récemment annoncé son intention de renforcer sa présence en Afrique avec l'ouverture de bureaux au Kenya et en Côte d'Ivoire d'ici la fin de l'année. Cette décision, marquée par une ambition de croissance internationale, reflète des enjeux stratégiques complexes dans un contexte de concurrence accrue entre les institutions financières mondiales. L'expansion de JPMorgan en Afrique n'est pas seulement une opportunité commerciale, mais aussi une démarche qui met en lumière des tendances géopolitiques et économiques à l'échelle mondiale.

Un marché africain en pleine expansion

L'Afrique, avec ses marchés en développement rapide, représente un terrain fertile pour les grandes institutions financières comme JPMorgan. Le continent connaît une urbanisation croissante, une démographie dynamique et une adoption rapide des technologies numériques, des facteurs

qui stimulent la demande de services financiers modernes. En s'implantant au Kenya et en Côte d'Ivoire, JPMorgan cible deux des économies les plus prometteuses de la région.

Le Kenya est un leader en matière d'innovation technologique et de services financiers, avec des plateformes comme M-Pesa qui ont redéfini le paysage bancaire. De son côté, la Côte d'Ivoire bénéficie d'une économie en plein essor, renforcée par une stabilité politique relative et des investissements dans les infrastructures. En se concentrant sur la banque commerciale, la banque d'investissement et les services de trésorerie dans ces deux pays, JPMorgan vise à capter une part de marché croissante dans ces économies émergentes.

Diversification géographique et positionnement stratégique

L'annonce de JPMorgan s'inscrit dans une stratégie plus large visant à accroître sa présence interna-

tionale, en particulier sur les marchés à forte croissance. Comme l'a souligné Jamie Dimon, PDG de JPMorgan, « nous voulons ajouter un pays ou deux en Afrique tous les deux ans environ ». Cette stratégie graduelle de pénétration permet à la banque de s'ancrer solidement dans des marchés sélectionnés tout en limitant les risques.

Cette expansion africaine est aussi une réponse à la concurrence croissante des autres géants bancaires internationaux. Alors que Citigroup, qui opère dans près de 180 pays, possède une empreinte mondiale plus vaste, JPMorgan s'efforce de rattraper son retard en ciblant des niches à fort potentiel, notamment en Afrique subsaharienne. En dépit des obstacles rencontrés, notamment des régulations complexes qui avaient précédemment freiné ses ambitions au Ghana et au Kenya, JPMorgan se montre résolument déterminée à accroître sa présence sur le continent.

Un enjeu géopolitique pour les États-Unis

Au-delà des considérations purement économiques, l'expansion de JPMorgan en Afrique revêt également une dimension géopolitique. Les institutions financières américaines, soutenues par une administration de plus en plus favorable à la mondialisation économique, cherchent à rivaliser avec la Chine, dont l'influence en Afrique ne cesse de croître. Comme l'a indiqué Jamie Dimon, il est essentiel pour les entreprises américaines de rester compétitives dans ces régions à forte croissance, où les entreprises chinoises ont déjà établi une présence dominante, notamment dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles.

Cette expansion s'inscrit dans une volonté plus large des États-Unis de renforcer leur influence économique en Afrique, un continent riche en ressources et en opportunités stratégiques. En établissant des relations locales solides, JPMorgan contribue indirectement à l'effort des États-Unis pour contrer l'influence croissante de la Chine et d'autres puissances émergentes sur le continent.

Un impact à long terme sur le secteur

bancaire africain

Si cette expansion ne générera peut-être pas d'effets immédiats et significatifs sur les revenus de JPMorgan à court terme, elle positionne la banque de manière stratégique pour les années à venir. L'ajout de nouvelles implantations en Afrique pourrait renforcer son expertise locale et sa capacité à accompagner les gouvernements, les entreprises multinationales et les grandes entreprises publiques dans des secteurs clés comme l'énergie, les infrastructures et la technologie.

À moyen et long terme, JPMorgan pourrait également envisager d'étendre ses services de gestion d'actifs et de patrimoine dans la région, comme elle le fait déjà en Afrique du Sud et au Nigeria. Cette diversification des offres pourrait permettre à la banque d'accroître encore davantage ses parts de marché et d'offrir des solutions financières plus complètes à ses clients africains.

L'expansion de JPMorgan en Afrique est une démarche stratégique importante, non seulement pour la banque elle-même, mais aussi pour l'ensemble du secteur financier mondial. En s'implantant au Kenya et en Côte d'Ivoire, la banque américaine s'assure une présence dans des marchés africains en pleine croissance, tout en préparant le terrain pour une expansion future dans d'autres pays du continent. Cette décision témoigne également de l'importance géopolitique croissante de l'Afrique et du rôle que les institutions financières internationales peuvent jouer dans le développement économique de la région.

Alors que la concurrence s'intensifie, JPMorgan devra s'appuyer sur des stratégies innovantes et des relations locales solides pour se distinguer des acteurs régionaux et internationaux, et réussir à s'imposer durablement sur le continent.



Sailepu Montet prend la tête de JP-Morgan au Kenya

Un leader stratégique pour renforcer la présence de la banque en Afrique de l'Est

JPMorgan Chase, l'un des plus grands acteurs du secteur bancaire mondial, vient de franchir une nouvelle étape dans son expansion africaine avec la nomination de Sailepu Montet en tant que Directeur Pays pour le Kenya. Cette nomination survient alors que la banque américaine a obtenu l'autorisation des régulateurs locaux pour l'ouverture d'une nouvelle succursale dans ce pays d'Afrique de l'Est. Ce développement souligne l'engagement croissant de JPMorgan envers le marché kényan, un des hubs économiques majeurs de la région.

Un leader aguerri avec une expérience cruciale à la Banque centrale du Kenya

Sailepu Montet arrive à la tête de JPMorgan au Kenya avec une solide expérience dans la finance publique et la gestion monétaire. Avant de rejoindre JPMorgan, il a occupé le poste de directeur adjoint des marchés financiers à la Banque centrale du Kenya (CBK). C'est dans cette position qu'il a joué un rôle crucial dans la gestion des réserves monétaires du pays, ainsi que dans la supervision de la stabilité financière de l'économie kényane. Son parcours dans la banque centrale a forgé une expertise unique en politique monétaire, faisant de lui un acteur clé dans le renforcement de la transparence des finances publiques et dans la gestion des fluctuations économiques.

Cette expertise en finance publique et en régulation monétaire le place en pole position pour guider JPMorgan dans le contexte complexe mais prometteur du marché kényan. Il aura pour mission d'assurer que la banque soit bien alignée sur les dynamiques économiques locales tout en exploitant les opportunités qu'offre l'environnement financier en pleine expansion de l'Afrique de l'Est.

Une nomination qui marque l'expansion stratégique de JPMorgan en Afrique de l'Est

La nomination de Montet intervient dans un contexte où JPMorgan accélère son expansion en Afrique de l'Est. La région attire de plus en plus d'investissements mondiaux, en raison de son potentiel économique, de son dynamisme technologique et de sa stabilité relative par rapport à d'autres zones du continent. Le Kenya, avec Nairobi comme centre

financier, est perçu comme une porte d'entrée stratégique pour accéder à des marchés de plus en plus interconnectés et en croissance rapide.

L'ouverture de la succursale de JPMorgan au Kenya s'inscrit dans une vision à long terme pour s'ancrer durablement en Afrique de l'Est. Sailepu Montet jouera un rôle essentiel dans cette démarche, en veillant à développer des produits financiers adaptés aux besoins locaux, notamment dans les secteurs de la banque commerciale, de la banque d'investissement et des services de trésorerie. Avec son expertise en finance publique, il est particulièrement bien placé pour établir des relations solides avec les institutions gouvernementales, les entreprises locales et les multinationales.

Une opportunité pour transformer le paysage financier kényan

L'arrivée de JPMorgan sur le marché kényan, sous la direction de Montet, pourrait bouleverser l'écosystème financier local. L'expertise internationale de JPMorgan, combinée à sa capacité à offrir des services sophistiqués, pourrait intensifier la concurrence, tout en stimulant l'innovation dans les services bancaires et financiers. Le leadership de Montet sera déterminant pour naviguer dans ce nouveau terrain, en facilitant l'introduction de solutions adaptées aux besoins spécifiques des entreprises locales, notamment dans des secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie, et la fintech.

Les experts du secteur bancaire au Kenya ont largement salué cette nomination, soulignant que Sailepu Montet est un choix stratégique pour cette nouvelle phase de croissance. Grâce à ses années

passées à la Banque centrale du Kenya, il possède une connaissance approfondie des défis économiques du pays, ainsi qu'un réseau relationnel solide au sein des cercles économiques et politiques. Ce double atout devrait permettre à JPMorgan de s'intégrer rapidement dans le paysage économique kényan et de se positionner comme un partenaire de confiance pour les entreprises locales et internationales.

Un impact attendu sur les investissements en Afrique de l'Est

Avec Montet à la barre, JPMorgan est en position de capitaliser sur les nombreuses opportunités d'investissement en Afrique de l'Est. La région connaît une forte croissance dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie renouvelable et des technologies de l'information. Le leadership de Montet devrait permettre à JPMorgan d'élargir son portefeuille dans ces domaines et de jouer un rôle clé dans le financement de projets majeurs.

Les observateurs s'attendent également à ce que l'arrivée de JPMorgan contribue à attirer davantage d'investissements étrangers au Kenya, renforçant ainsi la position de Nairobi en tant que hub financier régional. Dans un contexte où la concurrence avec les institutions financières locales s'intensifie, JPMorgan pourrait apporter une expertise différenciée qui profitera à l'ensemble de l'économie kényane.

La nomination de Sailepu Montet en tant que Directeur Pays pour le Kenya est un choix stratégique qui reflète l'ambition de JPMorgan de s'imposer comme un acteur clé sur le marché africain. Grâce à son expérience à la Banque centrale du Kenya, Montet possède toutes les compétences nécessaires pour naviguer dans le complexe environnement financier local et accompagner la banque dans son expansion en Afrique de l'Est. Alors que le Kenya continue de se développer économiquement et technologiquement, JPMorgan, sous la direction de Montet, semble prête à jouer un rôle

central dans cette transformation.



Michael Ahonzo Avou

**Un leader chevronné à la tête de la représentation
de JPMorgan en Côte d'Ivoire**

Fort de son expérience dans des institutions financières de premier plan et d'une expertise reconnue sur les marchés financiers complexes, Michael Ahonzo sera chargé de superviser les opérations de JPMorgan en Côte d'Ivoire, ainsi que d'établir des partenariats stratégiques avec les entreprises locales. Cet article retrace son parcours et les enjeux de sa nouvelle mission à la tête de JPMorgan à Abidjan.

Un parcours académique solide et international

Michael Ahonzo est titulaire d'un Master en Finance et Négociation Internationale de l'ESLSCA Business School Paris. Ce bagage académique solide a posé les bases de sa carrière en finance et lui a ouvert les portes des grandes institutions financières internationales.

Débuts chez Crédit Agricole CIB : Une expertise en produits financiers dérivés

Michael Ahonzo a débuté sa carrière comme Trader en dérivés actions chez Crédit Agricole CIB à Paris. Dans ce rôle, il a acquis une expertise pointue dans la gestion des produits financiers complexes et a développé une compréhension fine des marchés financiers internationaux.

Ascension rapide au sein d'Ecobank : Leader des marchés financiers africains

Après ses débuts à Paris, Michael Ahonzo a rejoint Ecobank, l'une des plus grandes institutions bancaires panafricaines. Son ascension au sein du groupe a été rapide, et il est devenu Trader sur les marchés des changes, puis Responsable Trading à Paris, où il a contribué à la structuration des activités de trésorerie de la banque. Sa mission consistait à superviser les opérations sur les marchés financiers africains, ce qui lui a permis de développer une expertise approfondie sur les opportunités et les défis des économies africaines.



Durant ses sept années chez Ecobank, Michael Ahonzo a joué un rôle clé dans le développement international de la banque et dans la supervision des marchés financiers africains. Son travail a consisté à structurer et à gérer les opérations de trésorerie, tout en tissant des relations solides avec des partenaires financiers et des entreprises à travers le continent. Son expertise des marchés émergents africains et sa capacité à naviguer dans des environnements réglementaires complexes ont renforcé sa réputation en tant que leader dans le secteur financier.

Un passage remarqué chez ED&F Man à Londres : Spécialiste des marchés frontières

En 2017, Michael Ahonzo a été nommé Directeur des Marchés Frontières chez ED&F Man, une entreprise internationale spécialisée dans les marchés de produits de base. À ce poste basé à Londres, il a géré les activités de trading et développé des solutions de financement pour les entreprises africaines, renforçant ainsi son expertise sur les marchés frontières. Son travail consistait à identifier les opportunités d'investissement et à aider les entreprises à lever des fonds dans des environnements

souvent volatils et à haut risque.

Pendant ses quatre années à Londres, Michael Ahonzo s'est imposé comme un spécialiste des marchés africains, avec une connaissance fine des dynamiques économiques et des besoins financiers des entreprises opérant dans ces régions. Cette expérience a encore renforcé sa compréhension des défis spécifiques aux économies africaines et l'a préparé à prendre en charge des projets de grande envergure dans le secteur bancaire.

Retour en Afrique de l'Ouest avec Société Générale : Une expertise en gestion d'actifs

Avant de rejoindre JPMorgan, Michael Ahonzo a occupé le poste de Directeur Général de Société Générale Capitale Asset Management West Africa, où il a supervisé la gestion d'actifs dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Son travail consistait à fournir des solutions de gestion d'actifs aux clients institutionnels et individuels, tout en mettant en place des stratégies d'investissement adaptées aux réalités des marchés locaux. Il a également renforcé les relations avec les parties prenantes clés, en particulier dans des secteurs tels que l'énergie, les infrastructures et les services financiers.

Cette expérience dans la gestion d'actifs lui a permis de renforcer son expertise dans l'accompagnement des investisseurs et des entreprises locales, tout en veillant au respect des normes de conformité et de gouvernance.

Une mission ambitieuse chez JPMorgan en Côte d'Ivoire

En prenant les rênes de JPMorgan en Côte d'Ivoire, Michael Ahonzo aura pour mission de superviser les opérations de la banque à Abidjan, de développer des partenariats stratégiques avec les entreprises locales, et de renforcer la présence de JPMorgan sur le marché ivoirien. Il sera également chargé de veiller à ce que les activités de la banque respectent les normes de conformité et de gouvernance, tout en s'adaptant aux dynamiques spécifiques du marché ivoirien.

Son expertise en gestion des marchés financiers et sa connaissance approfondie des économies africaines seront des atouts clés pour développer des solutions adaptées aux besoins des clients de la région, notamment dans les secteurs de la banque commerciale et de la banque d'investissement.

Avec la nomination de Michael Ahonzo à la tête de sa représentation en Côte d'Ivoire, JPMorgan mise sur un leader expérimenté et stratégiquement positionné pour accompagner l'expansion de la banque en Afrique de l'Ouest. Son parcours impressionnant, qui allie expertise des marchés financiers complexes et gestion d'actifs en Afrique, fait de lui un acteur clé dans le développement des opérations de JPMorgan dans cette région en pleine croissance. Sous sa direction, la banque pourrait jouer un rôle majeur dans le financement des entreprises ivoiriennes et le renforcement des partenariats économiques à travers le continent africain.



**Félix Houphouët-Boigny, un
héritage toujours présent**

18 OCTOBRE 1905 - 18 OCTOBRE 2024 : FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, UN HÉRITAGE TOUJOURS PRÉSENT

Le 18 octobre 2024 marque le 119e anniversaire de naissance de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire. Bien que décédé en 1993, il reste une figure incontournable de l'histoire politique du pays, ayant joué un rôle central dans la construction de l'État ivoirien moderne. Son leadership, qui a duré plus de trois décennies, a profondément marqué la Côte d'Ivoire et laissé un héritage à la fois salué et critiqué.

À la tête du pays dès l'indépendance en 1960, Houphouët-Boigny a guidé la Côte d'Ivoire à travers une période de stabilité relative et de croissance économique, un fait souvent souligné par ses partisans. Il a su maintenir des relations diplomatiques solides avec les puissances mondiales, notamment la France, et se positionner comme une voix influente en Afrique. Cependant, ses choix politiques ont également fait l'objet de débats, notamment sa gestion du multipartisme et son approche autoritaire du pouvoir, qu'il a conservé jusqu'à sa mort.

Son positionnement controversé face à des questions internationales, telles que l'apartheid en Afrique du Sud, a souvent été critiqué par ses pairs africains. Alors que de nombreux dirigeants du continent adoptaient des positions de rupture face aux régimes ségrégationnistes, Houphouët-Boigny prônait le dialogue. Cette stratégie lui a attiré des reproches, mais il justifiait sa démarche en affirmant qu'elle visait à favoriser un règlement pacifique des conflits.

En Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny est également resté dans les mémoires pour son pragmatisme politique et sa capacité à maintenir un climat de paix relative, malgré les tensions qui commençaient à poindre à la fin de son mandat. Parmi ses



Photo : FratMat

réussites, on cite souvent l'industrialisation du pays et la modernisation de ses infrastructures. Toutefois, cette période a également vu émerger des inégalités sociales qui allaient se creuser dans les décennies suivantes.

Aujourd'hui encore, son influence se fait sentir dans la vie politique ivoirienne, où le nom de Houphouët-Boigny est régulièrement évoqué, tant pour rappeler ses contributions que pour critiquer certains aspects de sa gouvernance. Les œuvres qu'il a initiées continuent de façonner le développement du pays, mais elles sont aussi le point de départ de réflexions sur les défis que la Côte d'Ivoire doit encore relever.



LE GOUVERNEMENT DISSOUT LA FESCI ET TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES ÉTUDIANTES, 17 ÉTUDIANTS DÉFÉRÉS AU PARQUET D'ABIDJAN

La dissolution de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) était pressentie ces derniers jours, suite au meurtre de deux de ses membres il y a quelques semaines. Ce jeudi 17 octobre 2024, dans la soirée, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité présidée par le chef de l'État, Alassane Ouattara, cette décision a été officielle.

Ainsi, la FESCI a été dissoute, de même que toutes les associations syndicales étudiantes, sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à l'issue de cette rencontre qui s'est tenue au palais présidentiel d'Abidjan.

Dans une communication, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

a formulé plusieurs recommandations, notamment la réhabilitation des anciennes universités, des grandes écoles publiques et des cités universitaires. Il a également proposé la réattribution des chambres universitaires selon un processus d'admission et de réadmission prenant en compte des critères tels que les résultats académiques, l'âge et la vulnérabilité sociale. Parmi ces propositions figurait aussi la dissolution de toutes les associations syndicales étudiantes, comme l'a rapporté le communiqué final de cette réunion.

Le Conseil national de sécurité a entériné ces propositions. À cet égard, le président de la République a instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, de prendre les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre de ces mesures, ajoute le

communiqué.

Le document indique également qu'environ 5 000 individus irrégulièrement logés dans les cités universitaires d'Abidjan, de Bouaké et de Daloa ont été expulsés à la suite de l'opération d'assainissement des campus universitaires en Côte d'Ivoire. Toujours selon ce communiqué, le bilan de ces mesures gouvernementales en milieu universitaire fait état de l'interpellation et du déferrement au parquet d'Abidjan-Plateau de 17 étudiants, dont Kam-bou Sié, le secrétaire général de la FESCI, dans le cadre des enquêtes sur les assassinats des deux étudiants. En outre, environ 5 000 individus logés illégalement dans les cités universitaires d'Abidjan, de Bouaké et de Daloa ont été expulsés.

Il a également été rapporté l'arrestation de 28 étudiants à l'issue de l'opération de déguerpissement menée dans les cités universitaires d'Abidjan, de Bouaké et de Daloa. Cette opération a permis la saisie d'un important lot d'armes blanches, dont 107 machettes, des grenades et divers autres équipements, notamment des tenues militaires des forces de défense et de sécurité. De plus, plusieurs commerces illégaux ont été détruits, ainsi que quatre fumoirs, une maison close, un tunnel de torture, ainsi que les quartiers généraux et sièges de la FESCI et du CEECI à Abidjan, Bouaké et Daloa.

Le communiqué précise que le Conseil national de sécurité a pris plusieurs autres décisions concernant la situation sur les campus universitaires. Il s'agit notamment du maintien de l'interdiction, à titre conservatoire, des activités des associations syndicales étudiantes et scolaires sur l'ensemble du territoire national, de l'arrestation rapide de toutes les personnes impliquées dans le meurtre des deux étudiants afin qu'elles soient traduites en justice, et de la poursuite avec détermination de l'assainissement des campus universitaires pour éradiquer toutes les pratiques illégales.



Photo : Ouest-France



UN CAMION-CITERNE EXPLOSE ET TUE 94 PERSONNES QUI TENTAIENT DE RÉCUPÉRER DU CARBURANT

Au Nigeria, 94 personnes ont perdu la vie et 50 autres ont été blessées à la suite de l'accident d'un camion-citerne. Le véhicule transportant du carburant s'est renversé dans la nuit du mardi au mercredi 16 octobre 2024, dans la ville de Majiya, dans l'État de Jigawa. Le camion a ensuite explosé alors que des dizaines de personnes s'étaient précipitées pour récupérer du carburant, a annoncé la police ce mercredi.

D'après les explications des autorités policières, le conducteur du camion-citerne a perdu le contrôle de son véhicule alors qu'il circulait sur une autoroute à proximité d'une université.

Au Nigeria, ce type d'accident est fréquent sur les routes. Dans ce pays, où le code de la route n'est pas strictement appliqué dans de nombreuses régions et où il n'existe pas d'alternatives telles qu'un

réseau ferroviaire efficace pour le transport des marchandises, les accidents mortels sont courants.

À chaque fois qu'un tel incident se produit, des habitants se précipitent pour récupérer le carburant, notamment à cause de la hausse des prix de ce produit au Nigeria.

Ce même scénario s'est répété dans la nuit du mardi au mercredi 16 octobre à Majiya, dans l'État de Jigawa. Les habitants, informés de l'accident, se sont rendus sur les lieux pour collecter du carburant, « déclenchant un immense incendie qui a tué 94 personnes sur place », selon la police.

Des vidéos provenant de la scène montrent un vaste brasier s'étendant sur toute la zone, avec des corps éparpillés autour du site de l'accident.

L'ACTU EN BRÈVES

Photo : RFI



Photo : RFI



Photo : RFI



Photo : Koaci



Photo : Koaci



CÔTE D'IVOIRE

L'OPÉRATION DE RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES A DÉMARRÉ CE SAMEDI 19 OCTOBRE ET VA DURER TROIS SEMAINES. ELLE VISE L'INSCRIPTION DE 4 À 5 MILLIONS DE NOUVEAUX ÉLECTEURS.

SÉNÉGAL

INONDATIONS, L'ARMÉE SE MOBILISE POUR SECOURIR LES POPULATIONS VULNÉRABLES DANS PLUSIEURS VILLAGES.

BURKINA FASO

LE GOUVERNEMENT SE FÉLICITE DE L'ARRESTATION DE PLUS DE 350 PERSONNES POUR « ESPIONNAGE À VISÉE TERRORISTE ».

NIGER

LE GÉNÉRAL TIANI INTERDIT LES EXPORTATIONS DE RIZ ET DE CÉRÉALES, SAUF VERS LE MALI ET LE BURKINA FASO.

TCHAD

KEMI SEBA A ÉTÉ ARRÊTÉ ET PLACÉ EN GARDE À VUE À PARIS LE 14 OCTOBRE, PUIS REMIS EN LIBERTÉ LE 16 OCTOBRE DANS LA SOIRÉE.

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



 (+33) 7 55 89 00 81



 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com